

// le dossier convention
collectiveAir France : dialogue social
de proximité au sein du CSE
« pilotage économique »

Dans le cadre de l'accord du 12 novembre 2018 portant sur la nouvelle architecture des IRP au sein d'Air France, la compagnie aérienne a négocié, le 21 février 2019, avec ses partenaires syndicaux, un accord relatif au dialogue de proximité au sein de l'établissement « pilotage économique ».

Le texte a pour objet de définir les périmètres d'intervention des représentants de proximité ainsi que les modalités d'exercice et de fonctionnement du dialogue social de proximité.

Prenant acte de l'accord du 12 novembre 2018 relatif à la mise en place des comités sociaux et économiques d'établissement (CSEE), du comité social et économique central (CSEC) et des représentants de proximité (RP) chez Air France (*v. l'actualité n° 17697 du 21 novembre 2018*), qui laissait le soin aux établissements de définir les conditions d'exercice du **dialogue social de proximité**, la direction de la société Air France et les syndicats CFDT, CFE-CGC et FO ont signé, le 21 février 2019, un **accord d'établissement** portant sur cette thématique au sein du CSE « **pilotage économique** ». Ainsi, « réaffirmant l'importance accordée [à ce] dialogue [...] pour permettre une prise en compte des besoins des salariés au plus près du terrain », les signataires complètent l'accord du 12 novembre 2018 concernant les périmètres d'intervention des RP, la désignation du référent, la réunion trimestrielle de « dialogue de proximité », la prise en charge des frais de déplacement ainsi que la mise à disposition de matériels informatiques et de locaux.

À NOTER Les six autres établissements de la société ont également conclu un accord relatif au dialogue social de proximité, a indiqué la direction d'Air France le 25 mars.

1 Périmètre d'intervention des RP

UNE DÉLIMITATION PAR MÉTIER ET ZONE GÉOGRAPHIQUE

Selon l'accord du 12 novembre 2018, les périmètres d'intervention des représentants

de proximité doivent être définis par métier ou zone géographique. Ainsi, souhaitant « inscrire le dialogue social de proximité en lien étroit avec la ligne managériale locale », les signataires de l'accord du 21 février 2019 décident de combiner ces deux critères. Les prérogatives et les compétences des 35 représentants de proximité désignés au sein de l'établissement « pilotage économique » sont donc exercés autour de quatre périmètres, configurés de la manière suivante :

- fonctions transverses commerciales et corporate ;
- marché France et province ;
- Caraïbes-Guyane ;
- Réunion.

À NOTER Rappelons que l'accord du 12 novembre 2018 prévoit la désignation de 256 représentants de proximité répartis au sein des sept établissements (*v. l'annexe IV de l'accord*), dont 35 au sein du CSE « pilotage économique ».

LA RÉPARTITION DES RP AU SEIN DU CSE

► Les modalités de répartition

En vue de permettre aux représentants de proximité « un exercice équilibré de leurs attributions, à savoir la réalisation des missions de proximité, la prérogative de relais d'information ou encore la prise en charge des réclamations individuelles et collectives », ils sont répartis, conformément à l'accord CSE du 12 novembre 2018 par périmètre d'intervention, comme suit :

- un **siège de représentant** attribué à **chaque organisation syndicale représentative** du « pilotage économique » ;

– les **sièges restants** étant répartis entre organisations syndicales représentées au sein du « pilotage économique », **proportionnellement** aux **suffrages** exprimés en leur faveur au premier tour des élections professionnelles, et suivant la plus forte moyenne.

À NOTER Comme le prévoit l'accord du 12 novembre 2018, les représentants de proximité sont désignés parmi les salariés de l'entreprise, qu'ils soient ou non élus du CSE d'établissement. De plus, ils ne peuvent être désignés au sein d'un périmètre d'intervention que s'ils appartiennent aux effectifs dudit périmètre.

■ La désignation du référent représentant de proximité

L'accord précise les modalités de désignation du référent, chargé de « **coordonner la remontée d'informations** vers la direction en amont des réunions du dialogue social ». Il sera **désigné annuellement au sein de chacun** des quatre **périmètres** d'intervention à la **majorité** des représentants de proximité. En l'absence de candidat ou dans l'impossibilité de les départager, le candidat le plus âgé sera alors retenu.

La durée du mandat des référents représentants de proximité prend fin avec celle du mandat des membres élus du CSE d'établissement.

À NOTER La liste des représentants de proximité et des référents par périmètre d'intervention est portée à la connaissance des salariés par voie d'affichage.

2 Les modalités d'organisation du dialogue social de proximité

LES RÈGLES DE FONCTIONNEMENT

Comme l'indiquait l'accord du 12 novembre 2018, les négociations menées au niveau de l'établissement doivent permettre de définir les modalités d'exercice du dialogue de proximité, en particulier le fonctionnement de la réunion trimestrielle des représentants de proximité et les moyens de fonctionnement, notamment relatifs aux frais de déplacement, et, le cas échéant, aux locaux.

■ Une réunion « de dialogue de proximité » par trimestre

L'accord du 21 février 2019 prévoit que la **réunion trimestrielle** de « dialogue de proximité », organisée par la direction du périmètre d'intervention, porte « sur l'**évolution de l'activité**, les **données économiques**, les **projets** et autres sujets inhérents au périmètre d'intervention ».

Une réunion exceptionnelle peut également être organisée « si la situation le nécessite ».

L'**ordre du jour**, établi par la direction en prenant en compte les remontées établies par le référent, doit être porté à la connaissance des participants **au moins trois jours ouvrés avant la réunion**. Celui-ci ainsi que les « éventuels documents » sont transmis aux membres du CSE à l'issue de la réunion.

À NOTER Afin de prendre en compte les spécificités des périmètres d'intervention Caraïbes-Guyane et Réunion, les modalités pratiques sont précisées dans une note de direction à l'issue du CSE de mise en place.

■ La gestion des réclamations individuelles et collectives

S'agissant de la prise en charge des réclamations individuelles et collectives, l'accord reprend la procédure prévue par celui du 12 novembre 2018. Ainsi, lorsque le représentant de proximité est saisi d'une réclamation individuelle et/ou collective, il doit **échanger en premier lieu** avec le **manager** et/ou le **RRH** du service de rattachement du ou des salariés.

Si cette **réclamation** n'a pas **pu être traitée directement** par ses soins, l'**employeur** est **saisi** de celle-ci par le représentant de proximité *via* la plateforme informatique dédiée. Celui-ci doit alors lui apporter une **réponse** dans les **21 jours** suivant la date de dépôt de la dite réclamation.

Un bilan des réclamations individuelles et collectives est présenté trimestriellement en session du CSE « pilotage économique ».

LES MOYENS DE FONCTIONNEMENT

Au-delà du crédit d'heures de délégation attribué à chaque représentant de proximité et de la liberté de se déplacer au sein de leur périmètre d'intervention, l'accord définit la politique de prise en charge des frais de déplacement et d'attribution de moyens matériels.

■ Le crédit d'heures de délégation

Chaque représentant de proximité du CSE « pilotage économique » bénéficie, comme le prévoit l'accord du 12 novembre 2018, de **14 heures par mois** pour exercer son mandat. Il est précisé que les heures de trajet nécessaires pour se déplacer entre les différents sites à l'intérieur du périmètre d'intervention ne sont pas décomptées du crédit d'heures de délégation, et ce, quel que soit le mode de transport (avion, train, voiture). Les modalités pratiques doivent être ultérieurement précisées dans une note.

■ La prise en charge des frais de déplacement

En cas de **déplacement terrestre**, les représentants de proximité intervenant sur un ou plusieurs sites du périmètre d'intervention sont invités à faire une déclaration en e-service RH pour l'**indemnisation** de leurs **kilomètres**.

Par ailleurs, un **quota de 10 billets « S1 »** (codification désignant les billets attribués aux salariés en mission), **avec ordre de déplacement (OD)** à l'intérieur de son périmètre d'intervention, est attribué par an à chaque représentant de proximité afin de lui permettre de se déplacer entre les différents sites du périmètre d'intervention. De la même manière, un représentant de proximité sur site de province ou DOM appelé, sur convocation de la direction du « pilotage économique » en région parisienne, ou sur un autre site que le sien, à participer à une réunion, bénéficie d'un OD et d'un billet S1 « dans les mêmes conditions que le salarié en mission ».

Enfin, un **billet S1** (correspondant à un aller/retour ou un aller si le représentant de proximité n'utilise pas le retour) est également attribué en cas de **déplacement entre le site d'affectation et la région parisienne**. Ce droit annuel, précise l'accord, n'est pas cumulable d'une année sur l'autre.

À NOTER Il appartient au RRH en charge du site concerné d'émettre l'ordre de déplacement et d'effectuer les réservations. De son côté, le représentant de proximité doit effectuer sa demande avec un préavis suffisant.

► Les moyens matériels

Le matériel informatique

En vertu de l'accord du 12 novembre 2018, seuls les membres titulaires et suppléants des CSE d'établissement disposent d'un ordinateur fourni par la direction d'Air France. La mise à disposition de ce matériel informatique est étendue par l'accord du 21 février 2019 aux représentants de proximité de l'établissement « pilotage économique », sous réserve qu'ils ne disposent pas déjà d'une dotation portable (tablette, ordinateur, etc.) fournie par Air France dans le cadre professionnel. Les représentants de proximité doivent s'engager par écrit, au moment de la remise du matériel, à respecter la charte d'utilisation du système d'information Air France.

À NOTER L'accord du 12 novembre 2018 prévoit également l'attribution d'une adresse électronique Air France dédiée à leur fonction de représentant du personnel dans le mois suivant leur élection.

Le local

L'accord prévoit également d'accorder aux représentants de proximité le bénéfice de l'usage des locaux

syndicaux et du mobilier selon les modalités prévues dans l'accord « d'exercice du droit syndical au sein de la société Air France » et dans les protocoles d'accord relatif à l'exercice du droit syndical au sein de l'établissement « pilotage économique » en métropole, aux Caraïbes et à La Réunion.

3 Le retour d'expérience

L'accord du 21 février 2019 prévoit qu'un retour d'expérience sur le **fonctionnement** du **dialogue social de proximité** devra être effectué au **premier trimestre 2020** avec l'ensemble des organisations syndicales représentées au sein du comité social et économique de l'établissement « pilotage économique ». Ces éléments alimenteront le comité de suivi de l'accord Air France du 12 novembre 2018.

Accord du 21 février 2019 relatif au dialogue social de proximité au sein du CSE « pilotage économique » d'Air France
